



FIAN
BELGIUM



RAPPORT ANNUEL 2024

INFORMER MOBILISER LUTTER POUR LE DROIT À L'ALIMENTATION



2025/04/30

[Téléchargez ce rapport](#)

BIENVENUE



Florence Kroff
Coordinatrice
de FIAN Belgium

Alors que je m'apprête à signer mon dernier éditio en tant que coordinatrice de FIAN Belgium après 17 années d'engagement à vos côtés, je mesure le chemin parcouru ensemble pour défendre le droit à l'alimentation et à la nutrition. Mais revenons ici sur cette année 2024 !

2024 a été une année marquée au niveau mondial par des crises multiples et interconnectées – conflits armés, emprise des multinationales, crise climatique, accaparements des terres, politiques commerciales aveugles - qui ont continué d'ébranler les systèmes alimentaires et la réalisation du droit à l'alimentation à travers le monde. Pourtant, c'est aussi une année où la résistance et la solidarité ont brillé avec force.

Voir éditio p. 3

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE

01 **Presentation**

A propos	7
Gouvernance	9
Equipe	11
Victoires	15
Chiffres 2024	17

PARTIE

02 **Opérationnel**

Combat 1 : Accès à l'alimentation	19
Combat 2 : Souveraineté alimentaire	22
Combat 3 : Corporate Capture	23
Combat 4 : Climat & Eco-destruction	30
Publications	32

PARTIE

03 **Rapport financier**

BILAN	39
Compte de Résultats	41

ÉDITO

Florence Kroff



Chères amies, chers amis, chers membres et partenaires de FIAN Belgium,

Alors que je m'apprête à signer mon dernier éditto en tant que coordinatrice de FIAN Belgium après 17 années d'engagement à vos côtés, je mesure le chemin parcouru ensemble pour défendre le droit à l'alimentation et à la nutrition.

Mais revenons ici sur cette année 2024 ! 2024 a été une année marquée au niveau mondial par des crises multiples et interconnectées – conflits armés, emprise des multinationales, crise climatique, accaparements des terres, politiques commerciales aveugles – qui ont continué d'ébranler les systèmes alimentaires et la réalisation du droit à l'alimentation à travers le monde. Pourtant, c'est aussi une année où la résistance et la solidarité ont brillé avec force.

En Belgique, 2024 a été une année électorale cruciale qui nous a permis de porter haut et fort nos revendications pour des systèmes alimentaires plus justes et durables. Bien qu'en même temps, nous avons assisté à des alliances politiques qui présageaient déjà de regressions futures en matière d'accès pour toutes et tous à une alimentation adéquate et de qualité.

Nos (4) combats s'avèrent plus nécessaires que jamais.

Nos actions POUR Une alimentation adéquate, saine et nutritive dans des systèmes alimentaires justes et relocalisés (**Combat 1 - p.19**)

se sont concentrées sur le renforcement d'une des propositions les plus complètes aujourd'hui pour réaliser le droit à l'alimentation : la sécurité sociale de l'alimentation. Grâce à la campagne menée avec le CréaSSA, nous avons encore essaimé l'idée. Pas moins de 33 000 signatures ont d'ailleurs été récoltées pour notre pétition, et quatre partis politiques ont intégré ce concept dans leur programme.

Notre **Combat 2 (p.22)**, POUR La souveraineté des peuples sur les systèmes alimentaires et les ressources naturelles et la promotion de l'agroécologie, a occupé la majorité de nos actions.

En matière d'accès à la terre, notre travail a poussé les partis à se positionner sur la question du foncier agricole. Au sein d'Occupons le Terrain, avec la campagne "Stop Béton Maintenant", nous avons mis cette question cruciale à l'agenda politique local, avec des engagements obtenus de la part de 50 listes électorales dans 24 communes. Avec le RESAP, nous avons également remporté une victoire contre un projet d'agrivoltaïsme à Aiseau-Presles qui menaçait 30 hectares de terres agricoles.

Notre **Combat 3 (p.27)**, CONTRE Le contrôle des systèmes alimentaires et de la gouvernance alimentaire par les entreprises, le démantèlement des droits humains et la criminalisation des luttes et des acteurs sociaux et politiques, s'est intensifié sur plusieurs fronts, tant pour



soutenir les communautés affectées par SIAT en Côte d'Ivoire que celles affectées par SOCFIN. Et l'année s'est clôturée avec une victoire judiciaire importante au Luxembourg où nous avons obtenu un non-lieu dans le cadre d'une affaire pénale initiée par le groupe SOCFIN - mettant fin à une procédure bâillon qui a duré plus de cinq années.

Et puis, « The Famer Case » a été au centre de notre **Combat 4 (p.30)** CONTRE La destruction environnementale et climatique. 2024 a été l'année du lancement du premier procès climatique contre TotalEnergies en Belgique. Ensemble avec Greenpeace et La Ligue, nous avons soutenu Hugues Falys, un paysan-agriculteur du Hainaut, dans sa démarche pour faire reconnaître sa responsabilité pour les dommages liés au dérèglement climatique.

Je suis particulièrement fière de constater que notre capacité de mobilisation s'est encore renforcée: plus de 4 000 personnes ont pris part à des actions collectives, plus de 800 ont été formées pour mener ces actions, et nos activités de sensibilisation ont touché directement près de 3 800 personnes!

Le réseau des Brigades d'Actions Paysannes continue de se développer, avec 74 chantiers participatifs qui ont mobilisé plus de 300 participant·e·s. Et les Landbouwbrigades du côté flamand ont réellement pris leur essor.

Après 17 années passionnantes chez FIAN Belgium, je pars avec la conviction que notre organisation a participé remarquablement à la lutte pour la réalisation du droit à l'alimentation, et qu'elle est plus nécessaire que jamais. J'ai pleinement confiance en la formidable équipe pour maintenir et réenchanter cet engagement. Les avancées obtenues cette année et les précédentes nous montrent que la persévérance porte ses fruits et que le changement systémique est possible lorsque nous unissons nos forces.

Je vous remercie, vous toutes et tous qui avez nourri mon engagement et celui de FIAN Belgium: membres, sympathisant·e·s, partenaires, collègues et administrateur·rice·s Ensemble, nous avons planté des graines de changement qui continueront de germer. Je quitterai les bureaux en 2025 avec la certitude que FIAN Belgium poursuivra son chemin avec la belle radicalité professionnelle qui fait sa différence, et continuerai comme FIANista à soutenir le combat.

Avec ma profonde gratitude et en solidarité,
Globalisons la lutte, globalisons l'espoir !!!

Florence Kroff

Chargée de recherches & plaidoyer
Coordinatrice de FIAN Belgium



PARTIE 1

PRESENTATION



FIAN est un réseau mondial composé de sections nationales présentes dans 18 pays d'Europe, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine. En Belgique, FIAN travaille avec les mouvements paysans, les associations d'aide aux démuni-e-s et tous les mouvements sociaux réclamant une transition vers des systèmes alimentaires durables respectueux du droit à l'alimentation.

A propos

Depuis près de 40 ans, FIAN Belgium agit pour la défense du droit à l'alimentation dans une perspective de justice sociale et environnementale. Partie prenante d'un réseau international actif dans plus de 50 pays, FIAN soutient les luttes des mouvements sociaux et plaide pour une transformation en profondeur des systèmes alimentaires. En 2024, l'organisation a adopté un nouveau plan stratégique ambitieux, fruit d'un large processus participatif.

UNE DES PREMIÈRES SECTIONS DE FIAN INTERNATIONAL

Fondée en 1986 par des militant·es bénévoles, FIAN Belgium est l'une des premières sections de FIAN International. Elle œuvre **pour la réalisation du droit à une alimentation adéquate et à la nutrition pour toutes et tous.**

UN RÉSEAU INTERNATIONAL DE DÉFENSE DES DROITS HUMAINS

Anciennement *FoodFirst Information and Action Network*, FIAN est aujourd'hui **un réseau international** de défense des droits humains, actif dans plus de **50 pays**, composé de sections nationales et de membres individuels.

Depuis 1989, FIAN bénéficie d'un **statut consultatif auprès des Nations Unies.**

Vision & Mission

POUR UN MONDE OÙ CHACUN·E EXERCE PLEINEMENT SES DROITS

En Belgique et par delà les frontières, FIAN milite pour un monde **où chacun·e peut vivre dignement**, en exerçant pleinement ses droits, notamment le droit à une alimentation adéquate et à la nutrition.

SOUTIEN AUX PERSONNES MENACÉES PAR LA FAIM ET LA MALNUTRITION

FIAN agit pour **faire respecter, protéger et concrétiser le droit à l'alimentation**, en s'appuyant sur les principes des droits humains et en soutenant les personnes menacées par la faim ou la malnutrition.

ÊTRE UNE VOIX POUR LES PLUS VULNÉRABLES

FIAN représente les paysan·ne·s, les travailleurs·euses ruraux, les femmes, les peuples autochtones, les pêcheurs et les consommateurs·trices menacé·e·s par la faim, la malnutrition, l'insécurité alimentaire et la violation de leurs droits humains, ou en souffrant directement.

LA JUSTICE SOCIALE ET TRANSFORMATION DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

FIAN est une organisation de défense des droits humains. Sa mission : **transformer les systèmes alimentaires** en plaçant la justice sociale et environnementale au cœur des priorités.



UNE APPROCHE PAR LES DROITS HUMAINS

FIAN lutte pour la souveraineté alimentaire et le droit à l'alimentation tant au niveau national qu'international. Sa spécificité est d'approcher **les questions d'alimentation, de nutrition et d'agriculture** sous l'angle des droits humains.

UNE STRATÉGIE D'ACTION CIBLÉE EN BELGIQUE

Nous intervenons en Belgique de manière ciblée en combinant nos thématiques à des axes d'action précis, en lien avec le cadre stratégique global de FIAN International.

Objectifs

NOUS COMBATTONS POUR:

- (1) Une alimentation adéquate, saine et nutritive dans des systèmes alimentaires justes et relocalisés ;
- (2) Préserver la souveraineté des peuples sur les systèmes alimentaires et les ressources naturelles, et promouvons l'agroécologie.

NOUS COMBATTONS CONTRE:

- (3) Le contrôle des systèmes alimentaires et de la gouvernance alimentaire par les entreprises, la financiarisation et la marchandisation des ressources, le démantèlement de la démocratie et des droits humains - tant individuels que collectifs et la criminalisation des luttes et des acteurs sociaux et politiques ;
- (4) La destruction environnementale et climatique.

Notre crédo

1. INFORMER

FIAN **promeut** le droit fondamental qu'à toute personne d'être à l'abri de la faim et d'avoir accès à une nourriture saine et de qualité.

2. MOBILISER

FIAN **soutient** les revendications des mouvements sociaux pour la souveraineté alimentaire et attire l'attention des autorités responsables.

3. LUTTER

FIAN **défend** activement le droit à se nourrir partout où il est menacé ou violé, à la demande des populations concernées.

Gouvernance

En 2024, FIAN Belgium a consolidé ses bases organisationnelles à travers l'adoption d'un nouveau plan stratégique, le renforcement des équipes et une participation active à la gouvernance de FIAN International. Ces évolutions visent à renforcer l'efficacité, la cohérence et l'impact de ses actions en faveur du droit à l'alimentation.

PLANS STRATÉGIQUES EN SYNERGIE

Fin 2024, FIAN Belgium a adopté son nouveau plan stratégique 2025-2030 (voir encadré ci-contre) Élaboré de manière participative, il s'inscrit dans la dynamique du plan stratégique 2024-2030 de FIAN International, adopté après un large processus de consultation au Portugal, à l'occasion du Conseil international de FIAN International en novembre 2024.

Ce **nouveau plan stratégique** est structuré autour de **cinq combats thématiques** et d'un objectif transversal de développement organisationnel.

Ces objectifs s'appuient sur cinq **axes stratégiques** interconnectés : la co-construction de savoirs, le plaidoyer, la mobilisation, l'appui aux mouvements sociaux et l'appui aux luttes.

Ces axes forment un cercle vertueux : le **plaidoyer** politique est nourri par la **mobilisation citoyenne**, qui elle-même alimente les **dynamiques collectives des mouvements**, et renforce ainsi **l'impact des luttes et les alliances**.

La **co-construction de savoirs** agit comme support transversal, et les **luttes concrètes** permettent d'ancrer les analyses et actions dans la réalité du terrain.

LEADERSHIP RENOUVELLÉ À L'INTERNATIONAL

En 2024, **Ana María Suárez-Franco**, juriste colombienne basée en Allemagne et membre de FIAN depuis 2002, a été désignée secrétaire générale de FIAN International à partir de janvier 2025. Forte d'une solide expérience onusienne, elle pilotera le nouveau plan stratégique avec une volonté de renforcer la **gouvernance**

horizontale et la participation des sections.

Deuxième femme issue du Sud à assumer cette fonction, elle prendra dès janvier 2025 la suite de **Sofia Monsalve Suárez**. Cette dernière continuera cependant à travailler pour FIAN en 2025, mettant à profit sa grande expérience des mouvements sociaux.

RENFORCEMENT DE L'ÉQUIPE EN FLANDRE

En 2024, **Raf Callaerts** a rejoint l'équipe comme chargé de plaidoyer, aux côtés de **Cedric Beerten**. Leur collaboration a permis d'articuler plaidoyer et mobilisation en Flandre, avec notamment à travers l'élaboration d'un plan stratégique spécifique et la relance des Landbouwbrigades.

Refonte du cadre stratégique

Adopté en décembre 2024, le **nouveau plan stratégique** de FIAN Belgium est désormais structuré autour de **cinq combats thématiques** et d'un objectif transversal de développement organisationnel :

OBJECTIFS 2025-2030

1. **Pour le droit à une alimentation adéquate et la justice alimentaire** – contre la malbouffe et l'agrobusiness ;
2. **Pour les droits des paysan·nes** – contre l'accaparement des ressources et l'exploitation des populations rurales ;
3. **Pour la responsabilité des entreprises et la démocratie alimentaire** – contre la mainmise des multinationales et la criminalisation des luttes ;
4. **Pour un environnement sain et les droits des générations futures** – contre la destruction écologique ;
5. **Pour une justice de genre et intersectionnelle** – contre les systèmes alimentaires patriarcaux, capitalistes et néocoloniaux ;

Ces objectifs s'appuient sur cinq axes stratégiques interconnectés. Ces axes forment un cercle vertueux : le **plaidoyer** est nourri par la **mobilisation citoyenne**, qui elle-même alimente les **dynamiques collectives**, renforçant ainsi **l'impact des luttes et les alliances**.

AXES D'ACTION

CO-CONSTRUCTION DE SAVOIRS : avec nos allié·es, pour produire des analyses partagées et renforcer les capacités critiques ;

PLAIDOYER POLITIQUE : pour influencer les décisions publiques en faveur du droit à l'alimentation et des systèmes alimentaires durables ;

MOBILISATION CITOYENNE : pour sensibiliser et engager les citoyen·nes à défendre une alimentation juste et durable ;

APPUI AUX MOUVEMENTS SOCIAUX : pour soutenir les organisations engagées dans la souveraineté alimentaire, la justice sociale et climatique ;

APPUI AUX LUTTES CONCRÈTES : pour accompagner les communautés victimes de violations de leur droit à l'alimentation.



La **co-construction de savoirs** agit comme support transversal, et les **luttes concrètes** permettent d'ancrer les analyses et actions dans la réalité du terrain.

Equipe



Violaine Delhaye
Communication

Cédric Beerten
Mobilisation & Communication NL

Raf Callaerts
Plaidoyer NL

Manu Eggen
Recherche & Plaidoyer

Oriane Petit
Stagiaire UE

Alice Thirion
Brigades d'Actions Paysannes

Antoine Hermelin
Finances & Administration

Priscilla Claes
Présidente FIAN INT

Almudena Garcia
Recherche & Plaidoyer UE

Jonathan Peuch
Recherche & Plaidoyer

Marie-Hélène Lefèvre
Plaidoyer & Mobilisation FR

Florence Kroff
Coordination & Plaidoyer



Merci également à Loralie et Thomas nos stagiaires des Brigades d'Actions Paysannes !

MERCI À NOS STAGIAIRES

En collaboration avec Cédric et Raf, **Laura Van Damme**, stagiaire de septembre à décembre 2024, a activement contribué aux à la mobilisation citoyenne et à l'organisation d'événements en Flandres comme le Food Film Fest et les LAB. Elle a co-créé un conseil citoyen sur l'accès à la terre (Gentse Gronden), soutenu le Boerenforum et participé à la mise en œuvre du BTS sur la malbouffe.

Toute l'équipe de FIAN les remercie chaleureusement et leur souhaite une belle continuation!



CONTACTEZ NOUS

Vous souhaitez faire un **stage** ou réaliser votre **mémoire de fin d'études** avec nous ? Participer à nos activités ou **devenir bénévole** ? Rejoignez-nous !! Envoyez nous un mail sur fian@fian.be

Pour **devenir membre** : versez la cotisation annuelle de 15 € (avec la mention "cotisation" en communication) sur **000-1396974-77**.

[IBAN BE80 0001 3969 7477].

PARTIE 02

OPÉRATIONNEL



Victoires

Qu'elles aient été de "petits pas" ou de "grandes avancées", voici quelques-uns des impacts des actions de FIAN et ses allié.e.s. En 2024, elles ont été liées aux dynamiques de plaidoyer et de mobilisation sur plusieurs dossiers tels que: les orientations politiques des partis politiques belges, l'accès à la terre, la sécurité sociale de l'alimentation, la mise en oeuvre de la Déclaration pour les droits des paysan.ne.s (UNDROP), la nutrition, les politiques agricoles, le financement de l'agroécologie ou encore la législation européenne sur les PRM (Plant reproductive material).

SOUTIEN AUX MOBILISATIONS AGRICOLES

En 2024, le Réseau de soutien à l'agriculture paysanne (RESAP) a largement soutenu les organisations et les syndicats agricoles progressistes dans les mobilisations agricoles massives et a participé à visibiliser un discours plus nuancé et à **renforcer leur position** de négociation.

ALIMENTATION ET POLITIQUE RÉGIONALE

L'analyse FIAN sur la prise en compte de l'alimentation et des systèmes alimentaires durables dans la Déclaration de politique régionale du gouvernement wallon a abouti à une **carte blanche** signée par 99 organisations et à un débat parlementaire important suite à plusieurs questions parlementaires.

SÉCURITÉ SOCIALE DE L'ALIMENTATION DANS LES PROGRAMMES POLITIQUES

La sécurité sociale de l'alimentation a été reprise comme proposition politique dans les programmes politiques de 4 partis: Ecolo, PS, PTB, Engagés. La question de l'accès à la terre a aussi été mieux intégrée dans les programmes de plusieurs partis politiques.

PROPOSITION DE RÉOLUTION AU SÉNAT

FIAN a pu soutenir l'élaboration d'une proposition de résolution pour une politique intégrée fondée sur le droit à l'alimentation et la sécurité sociale de l'alimentation qui a été déposée au Sénat le 7 mars 2024.



« Sans le RESAP, les mobilisations agricoles de cette année n'auraient pas été aussi porteuses. Le RESAP a été d'un appui capital et a permis de donner une visibilité sans précédent au mouvement pour la souveraineté alimentaire et aux droits des paysans en Europe »

Morgan Ody, paysanne et membre du Comité de coordination d'ECVC

VICTOIRE CONTRE L'AGRI-VOLTAÏSME À AISEAU-PRESLES

Grâce à la mobilisation du 17 avril et aux actions du RESAP le projet d' agri-voltaïsme de Aiseau-Presles a été refusé.

VICTOIRE JUDICIAIRE FACE À SOCFIN

En octobre 2024, FIAN et ses partenaires ont obtenu une victoire judiciaire au Luxembourg: une décision de non-lieu dans le cadre d'une affaire pénale initiée par le groupe SOCFIN au Luxembourg. Cette décision met fin à une procédure judiciaire qui a duré plus de cinq années.

ENGAGEMENTS POLITIQUES CONTRE LE BÉTON

FIAN a aussi soutenu la Campagne Stop Béton du réseau OLT via plusieurs actions au niveau local et régional (manifestations, actions de visibilité, interpellation partis, manifeste). En Wallonie, 4 partis (Ecolo, MR, Engagés, PS) se sont officiellement positionnés sur la question. Au niveau communal, plus de 50 listes sur 24 communes ont répondu au questionnaire de OLT, ce qui a permis de mettre la question de la préservation des terres agricoles à l'agenda des partis et constitue aujourd'hui des engagements importants à suivre au niveau local. •



33.000 signatures ont été récoltées par FIAN et ses partenaires pour la pétition en faveur de la SSA et de systèmes alimentaires justes et durables !

Chiffres 2024

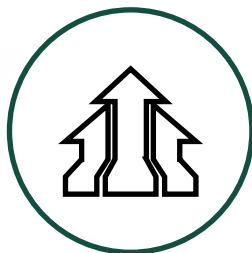
3763



SENSIBILISATION

Les actions de sensibilisation ont touché **3.763 personnes** en 2024 dont 1.835 via des séminaires, des conférences et des webinars; 1.375 via les stands et activités grand public des BAP; 159 via les LAB; et 394 via d'autres activités.

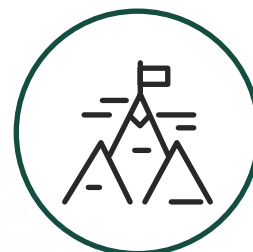
107



PLAIDOYER

107 décideur·euse·s politiques ont été touché·e·s directement et individuellement et accompagné·e·s dans leurs actions en faveur du droit à l'alimentation

426



PLAIDOYER

426 décideur·euse·s politiques ont pris connaissance des revendications portées par FIAN et les réseaux, des mouvements et des collectifs avec lesquels nous collaborons. Notamment grâce aux actions en amont des élections à tous les niveaux, la Campagne Financement de l'agroécologie, de plus la Charte des Communes Paysannes a été envoyé à **261 représentants** du niveau communal.

20



APPUIS AUX MOUVEMENTS

Plus de **20 processus d'accompagnement** ont été menés, par lesquels les mouvements sociaux et collectifs ont affiné leur positionnement par rapport au changement social et aux questions politiques. FIAN a aussi soutenu **13 actions collectives publiques** organisées avec des mouvements sociaux.

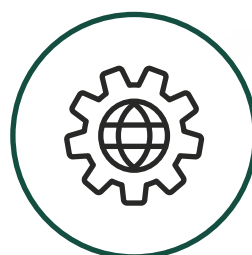
235



INFORMATION

235 retombées médiatiques grâce ou suite aux actions de FIAN ont été recensées en 2024. Un record absolu!

804



MOBILISATION

Au total, **804 personnes** ont été formées et outillées pour mener des actions collectives, notamment via les actions d'Occupons le Terrain, des Brigades d'actions paysannes et des Landbouwbrigades. Par ailleurs plus de **4.000 personnes** ont pris part à des actions collectives (manifestations, actions directes, etc) grâce aux actions de FIAN et **33.000 signatures** ont été récoltées par FIAN et ses partenaires pour la pétition en faveur de la SSA et de systèmes alimentaires justes et durables !

COMBAT 1 – POUR UNE ALIMENTATION Saine DANS UN SYSTÈME JUSTE ET RELOCALISÉ

Accès à l'alimentation

L'année 2024 a été marquée par deux publications majeures centrées sur les environnements alimentaires et le rôle moteur de FIAN dans la campagne pour une Sécurité Sociale de l'Alimentation (SSA). Ces démarches poursuivent en effet un objectif commun : mettre en lumière les facteurs invisibles qui influencent nos choix alimentaires et co-construire, avec les citoyens et les acteurs publics, des alternatives concrètes pour garantir l'accès effectif à une alimentation saine, adéquate et nutritive, dans un cadre systémique plus juste.

LUTTE CONTRE LA PUBLICITÉ ET POUR DES ENVIRONNEMENTS FAVORABLES À LA SANTÉ

FIAN Belgium a réalisé deux publications phares en 2024 portant sur les environnements alimentaires et la régulation du marketing. Ensemble, elles donnent une vision complète sur les opportunités et manières d'agir pour rendre plus accessible une alimentation meilleure pour la santé.

D'abord **une étude juridique**¹ visant à clarifier les compétences politiques et juridiques utiles pour réglementer la diffusion de la publicité en faveur d'une alimentation malsaine en Belgique. Si le niveau fédéral possède les compétences les plus franches en la matière, les Communautés, les Régions et les Communes peuvent également jouer un rôle important. L'étude présente un panorama du secteur, mais aussi donne des détails sur les mécanismes et les effets du marketing sur les consommateurs. Elle a été présentée lors d'un webinar² organisé par les acteur·ice·s de la Stratégie bruxelloise Good Food 2.0³.

Ensuite, la revue **Beet the system** a abordé cette année la question des environnements alimentaires et du marketing de manière plus générale. En s'appuyant sur 12 articles, issus des quatre coins du globe et rédigés en partie par des auteur·ice·s de premier plan et en partie par l'équipe FIAN, nous accordons une grande attention à décortiquer les concepts et les enjeux, à s'inspirer d'exemples internationaux et à mettre en lumière qu'une régulation des pratiques commerciales des entreprises vis-à-vis des consommateurs serait une étape cruciale dans la lutte pour le droit à l'alimentation.



1 Téléchargez l'étude ["Interdire la publicité pour la Malbouffe"](#)

2 [Revoir le webinar](#) sur la régulation de la publicité pour la malbouffe

3 [Lire le compte rendu de la présentation](#) sur le site de GoodFood2



CAMPAGNE SSA

En 2024, FIAN a continué à avoir un rôle moteur dans l'organisation et la coordination du Collectif de réflexion et d'action sur la Sécurité sociale de l'alimentation (CreaSSA).

C'était l'année de tous les possibles électoraux, avec un renouvellement au niveau des communes, au niveau des régions et au niveau du fédéral. FIAN en a profité pour mettre en œuvre une campagne, préparée pendant 6 mois au sein du CréaSSA. Lancée le 19 février, l'événement a réuni une centaine de personnes, avec des intervenant·e·s marquant·e·s tels que Jean-Pascal Labille de Solidaris, Céline Nieuwenhuis de la Fédération des Services Sociaux et Nadia Cornejo de Greenpeace. Francesca Monteverdi a en outre présenté les résultats du projet pilote mené par la BEES coop avec l'appui du CPAS de Schaerbeek dont Marielle fait partie. Lors de cet événement, Marielle a partagé avec émotion le changement positif que ce projet lui a procuré au quotidien.

La campagne a ainsi installé 14 événements, fréquentés par 800 personnes à Bruxelles, Charleroi, Namur, Liège, Tournai.

28 organisations ont contribué à leur organisation. Un site⁴ et 4 vidéos explicatives ont été développées pour l'occasion.

Tous les partis politiques belges, à l'exception du Vlaams Belangs ont été contactés. Un benchmark des partis à propos de leur positionnement au moment du vote a été réalisé. En partenariat avec Greenpeace, la campagne a promu **une pétition**, signée par 33.000 personnes et remise en main propre aux représentants des partis politiques belges.



⁴ Le site de la campagne a été visité par 1.800 personnes, lesquels ont consulté près de 5.000 pages.

En **Flandre**, FIAN a poursuivi la promotion de la Sécurité Sociale de l'Alimentation (SoZeVo⁵), en organisant plusieurs rencontres en réseau, notamment une présentation chez SAAMO, à destination de publics en situation d'exclusion. Les bases sont désormais posées pour élargir l'implication des organisations néerlandophones en 2025, notamment via des partenariats avec des conseils alimentaires locaux.

PLAIDOYER EUROPÉEN

Au niveau européen, FIAN a mené plusieurs actions de plaidoyer et de sensibilisation en amont des élections de juin 2024. Ces initiatives visaient à placer les questions de souveraineté alimentaire, de droit à l'alimentation et de transition écologique au cœur des débats électoraux, et à interpeller les candidats sur leur vision d'un système alimentaire européen plus juste et durable.

Intégrée au sein d'une coalition dynamique d'organisations européennes, FIAN a également joué un rôle déterminant dans le développement d'un projet d'Initiative Citoyenne Européenne, qui se concrétisera en 2025-2026,.

Cette Initiative ambitieuse veut pousser la réalisation du droit à l'alimentation en Europe. Son approche novatrice réside particulièrement dans sa vision systémique de la transition vers des systèmes alimentaires durables, reconnaissant l'alimentation comme un droit humain fondamental pour tous les citoyen·ne·s européen·ne·s.

Sous le nom de "Good Food for All", l'Initiative vise à remédier aux problèmes d'insécurité alimentaire touchant des millions d'européen·ne·s tout en garantissant aux paysan·ne·s, agriculteur·ice·s et travailleur·euse·s du secteur de vivre dignement. Face à la concentration des profits entre quelques acteurs et investisseurs au détriment des petits producteurs, cette initiative promeut des politiques européennes garantissant la transition vers des systèmes agroécologiques équitables, durables et nutritifs pour tous et toutes.

Agriculteurs manifestant à Bruxelles contre le traité MERCOSUR (Janvier 2024)



©Shannon Rowies

5 FIAN a notamment traduit l'ensemble des contenus disponibles sur le site de la Campagne voor een Sociale Zekerheid voor Voedsel in België

COMBAT 2: POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET L'AGROÉCOLOGIE PAYSANNE

Souveraineté alimentaire

En 2024, FIAN a poursuivi son engagement pour défendre la souveraineté des peuples sur les systèmes alimentaires et les ressources naturelles, et promouvoir une transition agroécologique juste et démocratique. À travers des actions de plaidoyer, de mobilisation citoyenne et d'analyse politique, FIAN a œuvré aux niveaux régional, fédéral et européen pour renforcer le soutien aux pratiques agricoles durables, garantir l'accès équitable à la terre, et défendre les droits des paysan·nes face aux logiques extractivistes et industrielles. Les efforts menés ont permis d'ouvrir de nouveaux espaces de dialogue, de porter des revendications structurantes dans le débat public, et de consolider des alliances avec les mouvements paysans, les chercheurs et la société civile.

PLAIDOYER POUR UNE AGROÉCOLOGIE PAYSANNE

FIAN a participé à un groupe de travail sur le financement de l'agroécologie en Région wallonne. Le groupe a coordonné une étude, réalisée par le centre de recherche SYTRA de l'UCL visant à analyser l'ensemble des fonds publics destinés aux systèmes alimentaires en Wallonie.

Les conclusions de cette étude ont mis en évidence que **seuls 10% des fonds publics wallons destinés aux systèmes alimentaires soutiennent effectivement la transition agroécologique.**

Sur la base de cette étude, le groupe de travail a rédigé un policy brief et une campagne d'interpellation politique pour augmenter le soutien



à l'agroécologie dans les financements publics.

FIAN a également mené des interpellations politiques auprès des différents partis, en amont des élections fédérales et régionales de juin 2024 sur base de son mémoire et en participant à la campagne "Vote pour l'agroécologie" au sein du mouvement Agroecology in Action.

Au niveau Européen, de nombreux rendez-vous politiques ont eu lieu tant en fin de législature qu'après les élections, témoignant d'une reconnaissance grandissante de FIAN. On peut dénombrer **19 dialogues**, tant avec des parlementaires européens et leurs équipes, qu'avec les conseillers thématiques des partis, ou encore avec le Comité des Régions et le comité économique et social européen (EESC).



SOUTIEN AUX MOBILISATIONS AGRICOLES POUR UNE AGRICULTURE JUSTE ET DURABLE

En 2024, FIAN a activement pris part à l'organisation et au soutien des mobilisations lors des colères agricoles, aux côtés de la FUGEA et de la Coordination Européenne Via Campesina (ECVC), avec la volonté claire de faire entendre les voix progressistes au sein de ces mobilisations.

Les 1^{er} février, 26 février et 26 mars à Bruxelles ont vu converger plusieurs centaines de tracteurs dans le quartier européen. Nous avons contribué à mobiliser des dizaines d'organisations et de militant·es de la société civile pour appuyer les revendications portées par la FUGEA et ECVC, notamment

à travers des actions symboliques devant les institutions européennes.

Ces mobilisations ont permis de porter les revendications pour des prix justes et une transition viable vers l'agroécologie, dotée de moyens suffisants. Ainsi qu'à affirmer l'opposition paysanne à l'accord UE-Mercosur, incarnation d'un modèle agro-industriel destructeur pour les paysan·nes, les écosystèmes et les droits humains, en Europe comme en Amérique latine. Si ces voix ont peine à percer dans le débat public, dominé par des logiques conservatrices, elles ont néanmoins ouvert des brèches: ECVC et la FUGEA ont en effet pu accéder à des espaces de concertation qui lui étaient jusqu'alors fermés.

Mi-novembre, une nouvelle **mobilisation contre les accords UE-Mercosur** a été co-organisée devant la commission avec la présence de parlementaires européens et de délégations paysannes de toute l'Europe (membres d'ECVC). Cet appui s'inscrit dans une volonté du RESAP de pouvoir renforcer les organisations paysannes dans leur mobilisations.

ACCÈS À LA TERRE

En vue des élections fédérales et régionales, afin de mettre l'enjeu d'accès à la terre à l'avant plan, FIAN a co-organisé différents moments.

D'une part, FIAN a co-organisé un débat électoral intitulé "accès à la terre : le champ de bataille?" avec le groupe de travail "Terre" d'Agroecology



in Action. Basées sur une analyse des programmes des différents partis francophones, les questions ont permis d'affiner les engagements de ces derniers devant plus de **300 personnes**. Cinq angles ont été creusés: régulation du marché foncier, aménagement du territoire, bail à ferme, terres publiques, soutien aux coopératives foncières. Les positionnements des différents partis à l'issue de ce débat ont été publiés.

D'autre part, à l'occasion de la Journée Internationale des Luites Paysannes, FIAN s'est mobilisé avec le RESAP contre le problème de l'agrivoltaïsme, une nouvelle menace qui détourne les terres de leur vocation nourricière, met une pression à la hausse sur les prix et diminue leur disponibilité pour les agriculteur·ice·s.

A Aiseau-Presles, **plus de 150 personnes** ont marché pour défendre 30 hectares de bonnes terres contre l'installation de plus de 22.000 panneaux photovoltaïques.

Le réseau affirme l'importance de ne pas mettre en concurrence productions d'énergie renouvelable et alimentaire, de nombreux espaces artificialisés étant disponibles pour effectuer notre transition énergétique.

3 semaines avant les élections, les ministres Willy Borsus et Céline Tellier lors du débat électoral "Accès à la terre: le champ de bataille ?", co-organisé par FIAN et Agroecology in Action, réunissant plus de **300 participant·es** pour interroger les partis francophones sur leurs engagements en matière de politique foncière.





Cette mobilisation s'est soldée par une victoire locale, le projet ne sera pas mis en place et nous comptons maintenir la pression pour que des mesures régionales voient le jour! Il est intéressant de noter que dans l'accord du gouvernement Wallon, plusieurs mesures encourageantes sont proposées sur les questions terre malgré un contexte politique hostile.

LES BRIGADES D'ACTIONS PAYSANNES

Le réseau des Brigades d'Actions Paysannes a quant à lui continué à se développer, avec **74 chantiers participatifs** qui ont mobilisé plus de **300 participant·e·s**, deux week-ends de formations sur les stratégies d'actions pour la transformation des systèmes alimentaires, des rencontres mensuelles à Bruxelles et Namur et trimestrielles à Mons ainsi qu'une implication des brigadistes dans plus d'une dizaine de mobilisations.

Plus de 150 personnes se sont retrouvées à Aiseau-Presles pour la Journée des luttes paysannes, une action annuelle coordonnée par le RESAP, avec une grande implication de FIAN et Quinoa. 2 semaines avant, FIAN et 15 autres représentant·e·s des organisations membres du RESAP étaient à Namur pour remettre les revendications politiques aux Ministres Borsus et Tellier.



Depuis l'arrivée de notre nouvelle collègue Alice, le réseau a désormais l'espace qui lui manquait pour mieux se développer et se solidifier. Les militant·e·s y prennent plus de place. Plus de **14 stands** ont d'ailleurs été **organisés par les brigadistes** pour faire connaître les Brigades au plus grand nombre !

LA RELANCE DES LANDBOUWBRIGADES

Relancées en 2024 avec la collaboration de Wervel et de Solidagro, les Landbouwbrigades ont renforcé le soutien concret à l'agroécologie à travers **23 chantiers collectifs** mobilisant **151 participant·e·s**. Ces actions ont été complétées par des ateliers sur l'accès à la terre, les semences et la vie des sols, ainsi que par des activités de sensibilisation comme les LABero à Gand.

En lien avec d'autres partenaires (Broederlijk Delen, JNM, Grootouders voor het Klimaat, UGent...), cette dynamique a renforcé les synergies entre engagement citoyen, co-construction de savoirs et transformation des systèmes alimentaires. Elle prépare le terrain pour une mobilisation accrue dès 2025 en faveur d'une souveraineté alimentaire juste et écologique.

APPUI AUX MOUVEMENTS SOCIAUX EN FLANDRE

En parallèle, FIAN a renforcé son appui aux mouvements sociaux en Flandre, en s'impliquant activement dans le réseau **Voedsel Anders**, en co-organisant des événements comme le festival Kiemkracht ou la projection du documentaire "The Seeds of Vandana Shiva", et en soutenant la structuration du Boerenforum, acteur clé des luttes paysannes en Belgique.

Ces dynamiques complémentaires posent les bases d'une mobilisation renforcée en 2025 pour un système alimentaire plus juste et durable.

A la demande de Voedsel Anders, FIAN s'est fortement impliqué dans le plaidoyer lié à la nouvelle législation européenne sur la production de matériaux végétaux¹. Plusieurs courriers ont été rédigés et envoyés aux dirigeants politiques pertinents. Au final, 139 organisations ont signé une lettre ouverte s'y opposant dont 18 organisations belges².



Plus de 150 personnes ont été touchées par activités de sensibilisation menées par les LAB en 2024. Comme par exemple via les LABero à Gand?

- 1 Plant Reproduction Material (PRM)
- 2 Parmi les organisations belges : BioForum, Boerenforum, Bond Beter Leefmilieu, Broederlijk Delen, Climaxi, CNCD-11.11.11, Entraide & Fraternité, FedeAU - Fédération Bruxelloise des Professionnel.le.s de l'Agriculture Urbaine, FIAN Belgium, GRAB, Îles de Paix, Mouvement d'Action Paysanne/ Ecole Paysanne Indépendante, Le Réseau des GASAP, Solidagro, UNAB - Union des agricultrices·eurs bio de Wallonie, VELT, Vitale Rassen, Voedsel Anders. Voedsel Anders, quant à elle, compte environ 30 membres flamands.

COMBAT 3 : CONTRE LA MAINMISE DES ENTREPRISES SUR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET LA CRIMINALISATION DES LUTTES

Corporate Capture

En 2024, FIAN Belgium a renforcé son action contre l'accaparement des terres et la violation des droits des communautés locales par les entreprises transnationales. À travers la documentation des violations, le soutien aux démarches juridiques et de plaidoyer, et la dénonciation de la criminalisation des défenseur·euse·s, FIAN contribue à visibiliser les abus structurels dont les communautés locales sont victimes et à défendre les droits humains et les principes démocratiques.

CAS CHP/SIAT EN CÔTE D'IVOIRE

Une **mission de terrain** a été menée en mai 2024, combinant documentation, mobilisation et plaidoyer. Des rencontres stratégiques ont été organisées avec les autorités locales (Préfet, Député-Maire), nationales (Ministère de l'Agriculture) et internationales (Délégation de l'UE, Ambassade belge). Suite à cette mission, FIAN a facilité l'élaboration d'un courrier de demande d'indemnisation adressé à SIAT, argumenté en droit ivoirien et belge par les avocates de Progress Lawyers Network. Le 9 septembre 2024, les demandes ont été remises au CEO du groupe SIAT à Bruxelles au nom des communautés¹. FIAN a également soutenu la finalisation et la diffusion du documentaire "LAND GRABBED", avec des premières projections à Abidjan et à Bruxelles, en présence de représentants de la Commission européenne².



Abidjan, 30 mai 2024. À l'occasion de la mission de Florence Kroff en Côte d'Ivoire, FIAN a co-organisé la toute première **projection du film documentaire LANDGRABBED**¹ au Centre culturel Bushman, en présence de témoins locaux : Sinan Ouattara (Représentant du Roi), Nahounou Daleba (JVE Côte d'Ivoire) et Florence Kroff (FIAN Belgium).

Ce documentaire puissant met en lumière les impacts de l'expansion des plantations de palmiers à huile sur les communautés locales au Ghana et en Côte d'Ivoire. La projection a été suivie d'un débat croisant les regards d'expert.e.s, d'entrepreneur.euse.s, de paysan.ne.s et de militant.e.s engagés pour la justice foncière.

¹ voir le [communiqué de presse](#)

² voir la [bande annonce du film](#)



CAS SOCFIN/BOLLORE

FIAN a poursuivi son suivi et soutien aux communautés affectées, contribuant à des rapports d'experts externes et rendant visibles les résultats des enquêtes d'Earthworm ainsi que les décisions de désinvestissement prises par plusieurs banques et fonds de pension, notamment en raison des abus de droits humains reconnu en Sierra Leone et dans les autres pays.

La fin d'année fût clôturée par une victoire importante: FIAN (ainsi que les 3 autres ONG et les 7 employé.e.s) a obtenu une décision de non-lieu dans le cadre d'une affaire pénale initiée par le groupe SOCFIN au Luxembourg. Ce dernier avait déposé plusieurs plaintes

devant un juge d'instruction pour de prétendus faits de calomnie, de diffamation et d'injure-délit. Cela met fin à une procédure judiciaire qui a duré plus de cinq années et que les organisations dénoncent comme étant une réelle poursuite bâillon (SLAPP en anglais), destinée à les faire taire

CAS FERONIA/PHC (RDC): -

Le suivi de ce cas emblématique s'est poursuivi avec l'interpellation des décideurs concernés quant à l'issue problématique de la médiation pilotée par la DEG (Banque pour le développement en Allemagne).

Victoire ! FIAN - ainsi que 3 autres ONG et 7 de leurs employé.e.s - ont obtenu fin 2024 une décision de non-lieu dans le cadre de l'affaire pénale initiée par le groupe SOCFIN.

En décembre 2019, iels avaient en effet été appelé.e.s à comparaître devant un juge d'instruction au Luxembourg suite à une plainte en diffamation initiée par la multinationale agro-industrielle SOCFIN.

En dix ans près d'une trentaine de procédures en diffamation ont été lancées par SOCFIN contre des ONG et journalistes. Le systématisme de ces procédures démontre une véritable stratégie de poursuites-bâillons.

Lundi 9 septembre 2024, des représentant·e·s des communautés de Prikro en Côte d'Ivoire ont remis au Groupe SIAT une demande d'indemnisation via l'intermédiaire de FIAN et Entraide et Fraternité. Ils réclament un dédommagement de plus d'un milliard de Francs CFA (soit plus de 1,6 million d'euros)



Une conférence intitulée "Les Huileries du Congo Belge : Histoire, héritage et réparations" a été co-organisée avec le Collectif Mémoires Coloniales, rassemblant plus de 60 participants. Cet événement a permis de présenter le travail de FIAN sur PHC (ex-Feronia), ainsi que le désinvestissement de BIO et la réforme de la banque belge d'aide publique au développement.

Suite à la publication fin 2023 du numéro du Beet the System "Defend the Defenders: Stop à la criminalisation des défenseur·euse·s des droits humains", nous avons poursuivi les activités de dissémination via des webinaires et la distribution large de dépliants destinés aux activistes et militant.e.s. FIAN a également fourni un appui judiciaire à des défenseurs de droits humains ivoiriens pour leur comparution dans le cadre d'une affaire liée au cas SIAT.

COMBAT 4 : CONTRE LA DESTRUCTION ENVIRONNEMENTALE ET CLIMATIQUE.

Climat & Eco-destruction

La lutte contre la destruction environnementale et climatique, enracinée dans la globalisation du système agroalimentaire industriel, demeure une priorité pour FIAN. En 2024, notre engagement s'est cristallisé dans une campagne en collaboration avec cinq autres ONG, visant à dénoncer le rôle de l'industrie chimique belge dans l'exportation de pesticides interdits.

THE FARMER CASE

L'année 2024 a été marquée par le lancement du farmer case, le premier procès climatique contre une multinationale des énergies fossiles en Belgique. Dans ce procès, FIAN soutient Hugues Falys, un paysan-agriculteur du Hainaut, qui a décidé d'attaquer TotalEnergies pour sa responsabilité dans le dérèglement climatique. L'action a été introduite devant le tribunal de Tournai le 13 mars 2024. Une action symbolique a été organisée devant le tribunal pour illustrer les impacts que subissent les agriculteur·rice·s face au dérèglement climatique.

L'action a été largement relayée dans la presse. On a pu répertorier plus d'une centaine d'articles, tant dans la presse nationale, qu'au niveau international. Un record pour FIAN !



L'action vise d'une part, à faire reconnaître les dommages sur la ferme de Hugues liés au dérèglement climatique et la responsabilité de TotalEnergies.

D'autre part, Hugues et les ONG qui le soutiennent (FIAN, la Ligue des droits humains et Greenpeace) demandent au juge de condamner TotalEnergies à adopter un plan de transition climatique aligné avec les objectifs de l'accord de Paris sur le climat.

FIAN et les ONG mènent une campagne publique pour visibiliser les enjeux du procès et créer une communauté de soutien à Hugues. Les audiences du procès sont prévues les 19 et 26 novembre 2026.

Nous avons besoin de votre soutien pour faire de ce procès un succès ! Rejoignez-nous www.thefarmercase.be

POUR DES TERRITOIRES VIVANTS, STOP BÉTON MAINTENANT

Au sein du réseau Occupons le Terrain, FIAN a aidé à l'élaboration et à la mise en oeuvre de la première campagne commune aux collectifs du réseau "Pour des territoires vivants, stop béton maintenant". Un manifeste regroupant des revendications régionales et communales a été édité.

Au niveau régional, une semaine de lancement de campagne a regroupé des actions menées par les groupes locaux d'OLT à Namur, Liège, au Luxembourg et en Brabant Wallon. Une interpellation des différents partis a également permis un positionnement de 4 partis sur les revendications du réseau. Au niveau communal, un kit de campagne a été élaboré (questionnaire type, ...) afin de permettre aux collectifs d'interpeller les candidat.e.s de leur commune sur des revendications allant de la préservation des terres agricoles et espaces verts, à la

démocratie locale en passant par le droit au logement. 50 listes dans 24 communes ont répondu au questionnaire envoyé par des collectifs et leurs réponses ont été rendues publiques via le site OLT.



Enfin, au delà des élections, le réseau s'est posé la question de la suite de sa campagne dans une assemblée générale, dessinant des orientations en terme d'éducation populaire, d'intervention dans l'élaboration des schémas de développement communaux, de défense de la participation citoyenne et de mobilisation.

26 mai 2024 - Mobilisation à Namur. Campagne : Stop béton maintenant ! Un cortège funèbre symbolique a convergé vers le Parlement wallon pour dénoncer la bétonisation et exiger des politiques préservant nature, terres agricoles et droit au logement.

Publications

A côté de ses activités de plaidoyer, mobilisation et de sensibilisation des citoyen·ne·s aux enjeux liés à la réalisation du droit à l'alimentation, FIAN concrétise sa mission à travers la production de publications. Chaque année nous rassemblons les voix du mouvement pour la souveraineté alimentaire dans un recueil thématique visant à soutenir les initiatives concrètes en faveur de la réalisation du droit à l'alimentation.



BEET THE SYSTEM! NOS ASSIETTES SOUS INFLUENCE

L'édition 2024 de notre revue « Beet the System! » se penche sur l'un des enjeux majeurs de santé publique : l'impact de la malbouffe et des environnements alimentaires nocifs sur nos choix quotidiens.

Aujourd'hui, notre alimentation est de plus en plus déterminée par des facteurs externes – marketing agressif, politiques publiques insuffisantes, accès limité à une alimentation saine.

Ce numéro décrypte les **stratégies des multinationales de l'agroalimentaire pour façonner nos comportements**, souvent au détriment des populations les plus vulnérables. Il revient également sur **les conséquences sanitaires de cette dérive**, qui touche désormais toutes les régions du monde.

Enfin, il met en lumière **des mobilisations locales et internationales qui œuvrent à reconquérir notre droit à une alimentation adéquate**, en construisant des alternatives plus justes, durables et accessibles à toutes et tous.

Deze editie bestaat volledig in het Nederlands! Click [hier](#) om het gratis te downloaden.



Cette édition du Beet The System! est la 8^{ème} édition d'une série entièrement gratuite et téléchargeable en ligne sur notre site. Cliquez [ici](#) pour en savoir plus ou sur le QR code

ETUDES ET RAPPORTS



INTERDIRE LA PUBLICITÉ POUR LA MALBOUFFE - 11/2024

Cette étude aborde l'impact négatif du marketing alimentaire sur la santé publique en Belgique appelant à réfléchir à des réglementations et des actions juridiques plus strictes. Elle passe en revue les réglementations actuelles et constate que si certains codes volontaires et mesures d'autorégulation sont en place, ils sont souvent insuffisants, inefficaces et ne sont pas appliqués. L'étude recommande des approches réglementaires plus solides, avec notamment des restrictions juridiques fermes sur la commercialisation des aliments malsains, en particulier à destination des enfants.



CARTOGRAPHIE DES POLITIQUES ET PROCESSUS PARTICIPATIFS ALIMENTAIRES LOCAUX EN EUROPE (CRESS) - 06/2024

Le projet Collaborative Action & Learning for Local Rights-Based Sustainable Food Systems (CRESS) répertorie les compétences et les expériences des collectivités locales en Europe pour favoriser la transition vers des systèmes alimentaires fondés sur les droits de l'homme. Il examine également le rôle joué par les communautés locales et les espaces de participation publique à travers une cartographie, une carte interactive et une boîte à outils - également en Espagnol, allemand, portugais, anglais et suédois !

NOTES D'ANALYSE ET ARTICLES



ALIMENTATION : UNE MAIGRE RATION AU MENU DU NOUVEAU GOUVERNEMENT WALLON -08/2024

L'alimentation a disparu des priorités de la nouvelle Déclaration de politique régionale (DPR). Le chapitre sur l'agriculture mentionne bien la volonté de mener une « politique alimentaire et agricole commune ». Mais l'ensemble des mesures est essentiellement orienté vers le secteur agricole. Que restera-t-il des politiques alimentaires initiées sous les précédentes législatures ?



L'ALIMENTATION DURABLE POUR COMBATTRE L'EXCLUSION - REVUE EN QUESTION 07/2024

Dans le dernier numéro de la Revue En Question, Christophe Renders, chargé d'analyse et d'animation au Centre Avec, interviewe Jonathan Peuch, chargé de recherche et de plaidoyer chez FIAN Belgium et Céline Nieuwenhuis, secrétaire générale de la Fédération des Services Sociaux, sur l'idée d'une sécurité sociale de l'alimentation.



DES PAYSANS IVOIRIENS CONTRE LE GROUPE BELGE SIAT - TCHAK 12/2024

ARTICLE



POUR UNE SÉCURITÉ SOCIALE DE L'ALIMENTATION SANTÉ CONJUGUÉE, N°109 12/2024

Et si l'on étendait la Sécurité sociale à une huitième branche garantissant le droit et l'accès à une alimentation de qualité? Et si cette sécurité sociale de l'alimentation permettait de lutter contre la pauvreté et la faim tout en favorisant la transition écologique du système alimentaire?

ETHIQUE ET TRANSPARENCE

En tant qu'organisation de défense des droits humains, FIAN Belgique accorde la plus grande importance à l'éthique, la transparence et le respect de l'intégrité dans ses actions¹.

Afin promouvoir l'intégrité au sein de FIAN et de remédier à toute éventuelle atteinte à l'intégrité occasionnée par un-e collaborateur-ric(e) de FIAN ou dans le cadre de nos activités, nous avons désigné une personne responsable de l'intégrité au sein de l'organisation. Cette personne peut notamment recevoir des plaintes de toute personne intéressée.

Un formulaire (complètement anonyme), accessible en ligne, a été élaboré à cet effet. En 2025, aucune plainte n'a été formulée auprès du point de contact intégrité.

¹ Voir la page éthique et transparence sur notre site web

PUBLICATIONS DE NOS RÉSEAUX



BIEN MANGER DANS SA COMMUNE EN S'APPUYANT SUR LA SÉCURITÉ SOCIALE DE L'ALIMENTATION (CREASSA) - 09/2024

Le projet Collaborative Action & Learning for Local Rights-Based Sustainable Food Systems (CRESS) répertorie les compétences et les expériences des collectivités locales en Europe pour favoriser la transition vers des systèmes alimentaires fondés sur les droits de l'homme. Il examine également le rôle joué par les communautés locales et les espaces de participation publique à travers une [cartographie](#), une carte interactive et une boîte à outils - également en Espagnol, allemand, portugais, anglais et suédois !



FINANCEMENT DE L'AGROÉCOLOGIE (ETUDE ET NOTE) - 05/2024

Une [étude](#) menée par le Sytra de l'UCLouvain analyse pour la première fois l'ensemble des fonds publics destinés aux systèmes alimentaires en Wallonie. Les conclusions de cette analyse révèlent un décalage entre les déclarations politiques favorables à l'agroécologie et l'investissement réel : seuls 10% des fonds publics wallons destinés aux systèmes alimentaires soutiennent effectivement la transition agroécologique. Cette étude est assortie d'une [note de plaidoyer](#) appelant le nouveau gouvernement wallon à adopter un plan de financement massif pour la transition agroécologique des systèmes alimentaires wallons



LE PROJET DE SÉCURITÉ SOCIALE DE L'ALIMENTATION LE GOÛT DE L'AVENIR CULTURE & DÉMOCRATIE JOURNAL 58 - 08/2024

Face à l'alimentation industrialisée toxique pour la santé et la nature, les alternatives sont une niche économique pour public limité. Pourtant, elles sont bonnes pour la santé et la biodiversité. Sortir de cette dualité et placer la solidarité au centre d'un système alimentaire durable, équitable, démocratique : c'est le but de la sécurité sociale de l'alimentation.

PARTIE 03

RAPPORT FINANCIER



BILAN

ACTIF				
	Actifs immobilisés			
	Immobilisations incorporelles		0,00	
	Immobilisations corporelles		0,00	
	Immobilisations financières		2.350,00	
				2.350,00
	Créances diverses			
	Créances commerciales		16.227,84	
	Autres créances		71.806,28	
dont :				
	<i>Subside à recevoir < 1 an - UE</i>		<i>896,00</i>	
	<i>Subside à recevoir < 1 an - Maribel</i>		<i>19.473,53</i>	
	<i>Subside à recevoir < 1 an - Education Permanente</i>		<i>9.065,04</i>	
	<i>Subside à recevoir < 1 an - Fonds 4S</i>		<i>1.131,23</i>	
	<i>Subside à recevoir < 1 an - AiA</i>		<i>38.870,00</i>	
	<i>Subside a recevoir COCOF</i>		<i>1.720,44</i>	
	<i>Créances Staff diverses</i>		<i>650,04</i>	
				88.034,12
	Disponible			
	CC La Poste		82.988,50	
	Triodos Epargne		197.488,84	
	Triodos Courant		23.643,67	
				304.121,01
	Comptes de régularisation			
	Charges à reporter		2.579,11	
				2.579,11
				397.084,24

FIAN Belgium asbl

Siège social : Rue van Elewijck 35 -

1050 Bruxelles - Belgique

N° d'entreprise : 0432622077

PASSIF					
Fonds social					
Fonds associatif				23.750,49	
Bénéfice reporté au 31/12/2024				5.021,09	
Bénéfices reportés exercices antérieurs				74.770,45	
Pertes reportées exercices antérieurs				-9.832,51	
					93.709,52
Dettes commerciales					
Fournisseurs				8.831,24	
Factures à recevoir				26.584,57	
					35.415,81
Dettes fiscales et salariales					
Précompte professionnel				4.857,30	
ONSS Cotisations patronales				13.764,71	
Rémunérations à payer				260,65	
Pécules de Vacances				67.397,48	
					86.280,14
Comptes de régularisation					
Produits à reporter					
Subs à Reporter - UE					
Subs à Reporter - AiA				43.909,61	
Subs. à Reporter - DGD				89.290,76	
Subs à reporter - Promotion de la Santé				429,37	
Subsides à reporter - divers					
Produits à reporter - Cotisations AiA				48.049,03	
					181.678,77
					97.084,24

Compte de Résultats

PRODUITS			
Revenus des Activités			
701000 Participation aux frais	797,50		
		797,50	
Dons & Cotisations			
730001 Cotisations	1.086,25		
733010 Dons	14.876,86		
733020 Apports d'autres Associations/Organismes	10.547,29		
		26.510,40	
Subsides et Cofinancements des projets			
737013 subsides UE	9.013,58		
737022 subsides Maribel	69.473,53		
737023 subsides DGD	225.095,05		
737132 subsides Education Permanente	196.954,70		
737133 subsides divers	59.244,34		
737134 subsides ACS ex-FBIE	15.457,91		
737135 subsides Agroecology in Action	124.842,69		
737136 Subside COCOF - Promotion de la Santé	85.493,00		
737201 Subside Fonds 4S	3.931,23		
		789.506,03	
Subsides à l'emploi			
738001 Exemption Versement PP_mesure AIP	4.445,99		
738002 Subvention ACTIVA/Allocation ONEM CPAS	4.087,50		
		8.533,49	

FIAN Belgium asbl

Siège social : Rue van Elewijck 35 -
1050 Bruxelles - Belgique

N° d'entreprise : 0432622077

Produits divers			
743000 Produits d'Exploitation Divers	0,09		
749001 Réductions Structurelles ONSS	15.026,35		
		15.026,44	
Produits exceptionnels			
764000 Autres Produits Exceptionnels	5.286,33		
		5.286,33	
			845.660,19
CHARGES			
Services et Biens divers			
610100 Loyers	18.825,60		
610300 Assurance Incendie, Dégâts Naturels	101,73		
612100 Fournitures Bureau	1.822,41		
612210 Ressources Documentaires	371,88		
612220 Photocopies	1.298,62		
612300 Frais postaux (Timbres)	606,55		
612400 Téléphone, Fax, Web	1.019,11		
612500 Petit Matériel	5.741,65		
612620 Logiciel Informatique	3.386,92		
612630 Maintenance Logiciel	2.486,43		
612740 Ass. RC (Exploit., Administrateurs,..) & juridique	878,58		
613100 Restaurants	2.974,89		
613300 Cadeaux	150,40		
613400 Cotisations (Fédérations, Cot légales,..)	3.470,00		
613401 Cotisation FIAN International	3.172,00		
613500 Publications Légales (Statuts,Comptes,..)	400,92		
613800 Site Web (Conception, Hosting, ..)	2.820,07		

613900 Participation frais partenaires	6.022,94		
614100 Frais d'organisation Evènements & Actis	15.605,81		
614110 Matériel Sensibilisation et Mobilisation	2.539,01		
614200 Frais d'exposition	500,00		
614300 Outils audiovisuels et internet	12.829,44		
614400 Publication Outils Péda et Sensibilisati	596,48		
615110 Déplacements Belgique	4.645,95		
615120 Déplacements Europe	1.944,18		
615130 Déplacements internationaux	1.842,31		
615200 Hôtels - Apparts - Logement	1.322,58		
615300 Per Diem Internationaux	1.068,00		
615301 Per Diem Europe	1.326,00		
615400 Autres Frais Mission / Staff (visa,..)	204,80		
616000 Frais de Gestion Secrétariat Social	7.602,31		
616001 Frais gestion Eco-chèque & chèque-repas	1.932,17		
616010 Frais de Traduction et Interprétariat	2.086,65		
616020 Honoraires Prestations Services Divers	5.963,04		
616030 Honoraires Experts - Consultants	5.987,60		
616040 Honoraires et Frais Evaluation	2.560,85		
616050 Appui Technique Externe (design publi)	4.215,00		
616051 Etudes et Recherches	49.156,14		
616060 Honoraires Formations	1.541,78		
616070 Frais d'Audit	4.840,00		
617300 Frais Bénévoles, Etudiants, Volontaires	7.479,84		
		193.340,64	
Rémunérations et charges sociales			
620200 Rémunérations employés	407.615,78		
620210 Pecule de vacances employés	35.032,14		
621200 Charges Patronales O.N.S.S.	140.774,02		
623000 Assurance Légale Staff Belgique	3.293,61		
623001 Assurance Complémentaire Acc	4.135,88		
623100 Service Médical	1.351,68		
623200 Provision Pécule Vacances	67.397,48		
623210 Reprise Provision Pécule Vacances	-59.889,12		
623300 Intervention Employeur Frais Déplacement	10.931,27		
623400 Tickets Repas - Eco-chèques - ect	13.742,07		
623500 Autre Frais de Personnel liés au Salaire	4.080,00		
623501 Exo versement PP --> Maribel	3.334,62		
		631.799,43	

Amortissements			
630200 Dotations Amort. Matériel informatique	0,00		
		0,00	
Autres charges			
Autres charges			
657000 Frais Bancaires	674,23		
643000 Charges d'Exploitation Diverses	63,54		
664000 Autres charges exceptionnelles	14.761,26		
		15.499,03	
			840.639,10
RESULTAT DE L'EXERCICE			5.021,09



FIAN
BELGIUM

Crédits photos

Mise en Page : Violaine Delhayé

Editeur Responsable : Tomaso Ferrando - Rue van Elewijck 35 - 1050 Bruxelles - Belgique

FIAN Belgium asbl

Siège social : Rue van Elewijck 35 - 1050
Bruxelles - Belgique

N° d'entreprise : 0432622077

Avril 2025